



Outils contre le COVID-19 « biens publics mondiaux » : les entreprises pharmaceutiques ont leur rôle à jouer

Mettre un terme aussi rapidement que possible à la pandémie de Covid-19 relève incontestablement de l'intérêt général si nous voulons protéger la vie et la santé de nos populations, mettre fin aux mesures barrières mises en place et reprendre le cours de nos vies. Dans ce contexte, chacun a un rôle à jouer, qu'il s'agisse des professionnels de santé qui œuvrent en première ligne, des scientifiques qui mettent au point des outils médicaux permettant de lutter contre le virus, des gouvernements qui prennent les devants et imposent des mesures claires pour protéger et guérir leurs populations, des citoyens qui respectent les règles imposées pour ralentir la propagation du virus, ou encore les entreprises pharmaceutiques qui développent et produisent les traitements et les vaccins.

Le secteur privé a également un rôle majeur à jouer. Son leadership, son esprit d'innovation, ses compétences, ses connaissances et sa capacité financière sont autant d'atouts plus que jamais nécessaires. Cette crise a, sans aucun doute, mis à mal nombre d'entreprises de toutes tailles dans le monde entier, mais endiguer la pandémie apparaît comme le moyen le plus rapide de les remettre sur les rails. Cette transition se produira plus rapidement si les entreprises s'investissent, elles aussi, dans cette lutte.

Pour quelles raisons est-il primordial que les entreprises pharmaceutiques s'engagent à œuvrer en faveur d'un accès équitable aux vaccins et aux traitements ? Les entreprises peuvent jouer un rôle essentiel en assurant la distribution de vaccins et de traitements thérapeutiques nécessaires aux personnes qui en ont besoin dans le monde. Que ce soit par l'intermédiaire d'investissements dans le dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le COVID-19 (ACT-A), en s'engageant à partager des connaissances et des savoir-faire, ou en faisant avancer la coopération multilatérale à ce sujet, les grandes entreprises pharmaceutiques mondiales pourraient devenir des moteurs essentiels en contribuant à éradiquer le plus rapidement possible cette pandémie. Ces solutions apparaissent comme le meilleur moyen de relancer l'économie, d'alimenter la croissance et de protéger leurs employés, leurs clients et leurs fournisseurs. Ces entreprises doivent donc participer à l'effort commun qui vise à faire de ces outils de lutte contre le COVID-19 des biens publics mondiaux, notamment en assurant un accès équitable, abordable et rapide à l'ensemble des pays de la planète, peu importe leurs revenus.

Le maintien du statut quo n'est pas une option. Nous devons repenser les règles du jeu. C'est pourquoi les entreprises pharmaceutiques doivent dès à présent s'engager à partager leurs connaissances et leurs droits de propriété intellectuelle, mais également à être plus transparentes sur leurs activités. Le monde entier compte sur elles.

Voici les mesures que les entreprises pharmaceutiques devraient prendre pour améliorer l'accès aux vaccins et traitements contre le COVID-19 :



Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre le Covid-19 : l'Accélérateur ACT (ACT-A)

- 1) **Soutenir l'ACT-A** : fournir un soutien financier et collaborer avec l'ACT-A pour faire avancer la mission qu'il poursuit en fournissant, par exemple, des doses du vaccin pour les pays à faible revenu ou en rejoignant le dispositif AMC de la facilité COVAX.

***Pourquoi est-ce si important ?** L'ACT-A est une belle réussite de coopération multilatérale qui vise à allouer diagnostics, traitements et vaccins au plus grand nombre, et il doit être entièrement financé pour pouvoir fournir des outils à la vitesse et à l'échelle requises pour combattre le virus à l'échelle mondiale. Si ACT-A parvient à lever les 38 milliards requis, cela entraînera la conception, la répartition équitable et la livraison de 500 millions de tests et de 245 millions de traitements aux pays à revenu faible ou intermédiaire d'ici à mi-2021, ainsi que la livraison de 2 milliards de doses de vaccin, dont 1 milliard sera acheté pour ces mêmes pays.*

Partage de connaissances, transparence et prix non lucratifs

- 2) **Elargir l'accès aux connaissances, à la propriété intellectuelle et aux données relatives aux outils de lutte contre le Covid-19, en suivant les bonnes pratiques suivantes :**
 - **En signant l'appel à la solidarité de l'OMS**, qui appelle les principaux acteurs de la lutte contre le Covid-19 à mettre en commun leurs connaissances, à élargir l'accès à leurs droits de propriété intellectuelle et à partager les données qui bénéficieront à toutes les populations de la planète. Les entreprises pharmaceutiques doivent joindre leurs efforts à ceux menés par les pays, les ONG et les organisations intergouvernementales, qui ont déjà signé cet appel.
 - **En accordant volontairement des licences non exclusives à l'échelle mondiale aux communautés de brevets (notamment celle créée par UNITAID)**, ainsi que tout autre mécanisme de R&D, et/ou, le cas échéant, **en n'appliquant pas de droits de propriété intellectuelle pendant la pandémie de Covid-19**, afin de faciliter la production, la distribution, l'approvisionnement et l'utilisation à grande échelle de ces technologies de santé dans le monde entier.
 - **En accélérant les transferts de technologies : les entreprises devraient partager les savoir-faire et les droits de propriété intellectuelle** les plus pertinents pour maîtriser les technologies clés et cruciales pour produire et développer des outils de lutte contre le COVID-19 par l'intermédiaire du « partenariat pour l'accès aux technologies » (CTAP) hébergé par la Banque de technologies des Nations Unies, ou au moyen du pacte Open COVID Pledge.
 - **En soutenant la dérogation aux accords ADPIC** : les entreprises doivent soutenir publiquement la proposition de l'Afrique du Sud et de l'Inde qui permettrait de ne pas appliquer les droits de propriété intellectuelle à l'ensemble des outils destinés à la lutte contre le COVID-19. Cette proposition de dérogation a déjà été soutenue par l'Indian Pharmaceutical Alliance¹.

***Pourquoi est-ce si important ?** Elargir l'accès à la propriété intellectuelle et accélérer les transferts de technologie demeurent des enjeux clés afin de maximiser les capacités de production et garantir une production aussi optimale que possible des vaccins et traitements disponibles. Bien que la propriété intellectuelle puisse être un puissant moteur d'innovation, elle apparaît également comme un obstacle*



majeur à l'accès aux médicaments, comme l'a illustré la pandémie du SIDA. **En effet, plus de 7 millions de décès auraient pu être évités en Afrique subsaharienne si des traitements ARV génériques avaient été produits plus tôt.** Elargir l'accès à la propriété intellectuelle permettrait enfin de réduire les coûts de production, dans la mesure où cela ferait disparaître les coûts relatifs à la cession des droits.

- 3) S'engager à produire les vaccins et les traitements sans réaliser de profit :** Les laboratoires pharmaceutiques doivent, dans un premier temps, suivre l'exemple d'AstraZeneca¹ et s'engager à appliquer une tarification à prix coûtant ou à but non-lucratif. Dans un second temps, ils doivent communiquer publiquement leurs modèles de tarification afin que cet engagement puisse être vérifié. Enfin, les entreprises qui ont accepté ce modèle de tarification au cours de la pandémie doivent respecter les directives établies par l'OMS afin de mettre fin à cette crise.

Pourquoi est-ce si important ? Etablir une tarification à prix coûtant ou à but non lucratif, pendant toute la durée de distribution du vaccin et des traitements, permettrait de développer considérablement l'accès des pays et des populations les plus pauvres en fournissant des vaccins et des traitements au prix le plus bas tout en garantissant une efficacité des outils. Ce modèle permettrait également d'augmenter la possibilité que ces outils soient délivrés gratuitement dans les centres de soins. De plus, une grande partie de ces vaccins ayant été développée grâce aux investissements publics, il est normal que le contribuable puisse avoir des informations sur le produit final, et qu'il bénéficie également du prix le plus bas possible. Il n'est pas normal, par exemple, que Moderna, qui a reçu près d'un milliard de dollars de fonds publics du gouvernement américain pour soutenir la recherche et le développement de son vaccin, fixe le prix de son vaccin à environ 50 dollars pour certains patients, bien au-dessus des prix annoncés par les autres entreprises².

Accords bilatéraux

- 4) Publier les modèles de tarification :** les entreprises qui bénéficient de subventions publiques dans le cadre de la crise que nous traversons doivent impérativement publier leurs modèles de coûts (autrement dit, elles doivent décomposer la manière dont elles sont parvenues au prix final du vaccin et au coût total de production) afin de lutter contre des tarifs excessifs.
- 5) Publier les contrats de marché :** les entreprises doivent rendre publics les contrats passés avec les Etats, ou a minima rendre publiques les données sur le coût total et la structure des prix, les dates de livraison, les dispositions prévues en matière de propriété intellectuelle et les lieux de production.

Pourquoi est-ce si important ? Communiquer ces informations au public permettra aux populations et aux différents pays de bénéficier des mêmes produits aux mêmes coûts, et ainsi d'éviter que certains pays n'obtiennent de contrats plus avantageux, car ils ont davantage la possibilité de négocier et ont davantage de compensations à offrir.

¹ <https://www.astrazeneca.com/media-centre/press-releases/2020/astrazeneca-takes-next-steps-towards-broad-and-equitable-access-to-oxford-universitys-covid-19-vaccine.html>

² Bien que la société ait déclaré que les discussions en cours sur des livraisons de gros volumes pourraient faire baisser le prix, ces prix sont nettement plus élevés que le coût d'autres vaccins. En effet, le vaccin de Pfizer-BioNTech coûterait environ 39 dollars par patient, celui d'AstraZeneca-Oxford descendrait à 8 dollars par patient, et celui de Johnson & Johnson à 10 dollars par patient.



- 6) Respecter les directives de l'OMS en matière de distribution équitable à l'échelle mondiale :** les entreprises doivent respecter les directives de l'OMS en matière de distribution équitable à l'échelle mondiale en ce qui concerne les volumes de vente de vaccins. Ces directives ont pour objectif de garantir que les approvisionnements initiaux ne soient pas monopolisés de manière disproportionnée par certains pays.

***Pourquoi est-ce si important ?** Respecter les directives de l'OMS en matière de distribution garantira aux populations les plus vulnérables partout dans le monde d'obtenir le vaccin en priorité et évitera que certains pays ne monopolisent les approvisionnements initiaux en vaccins.*

Leadership multilatéral

- 7) Mobiliser le capital politique pour faire progresser l'équité :** les entreprises pharmaceutiques doivent inciter leurs homologues à améliorer l'équité par la mise en œuvre des mesures exposées ci-dessus.

***Pourquoi est-ce si important ?** Chaque entreprise pharmaceutique joue un rôle déterminant sur la possibilité d'atteindre ou non les objectifs en matière d'équité. Afin que les outils de lutte contre le Covid-19 bénéficient principalement à ceux qui en ont le plus besoin, toutes les entreprises pharmaceutiques doivent respecter les règles et les mesures énoncées ci-dessus.*